FONDE EN 1891

LE NUMERO 15 CENTIMES

L'Egalité

Edition du "REVEIL DU NORD" Lille

Jeudi 10 Janvier 1924

LE NUMERO 15 CENTIMES

Bureaux : 39, rue Pauvrée, ROUBAIX et 2, place de l'Hôtel-de-Ville TOURCOING

AU SEUIL DE L'AN NOUVEAU

C'est une coutume de jeter un regard sur le passé récent qui s'en va, tandis que s'égrènent les premières heures de l'an nouveau.

Une telle revue n'est guère aisée, en ces temps.

Il n'est, en effet, partout autour de nous que chaos et incertitude.

Il y a un an, M. Poincaré qui, dans les colonnes des revues et des journaux, avait remporté sur nos adversaires et aussi sur nos alliés d'hier des victoires faciles, annonçait qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir.

Il s'engageait à dénouer le nœud de l'imbroglio international.

Aux problèmes angoissants qui se posaient et que ses devanciers n'avaient pu résoudre, il apportait ses solutions qu'il prétendait infaillibles.

Que devinrent les promesses ?

En vain, dans un dernier discours, notre Président s'est-il efforcé d'établir un bilan qui ne se solderait pas par un déficit. Il n'a pu nier la décevance de formules auxquelles il attribuait un pouvoir magique.

Pour sa justification, M. Poincaré ose prétendre que, sans son intervention, la situation eût empiré encore.

Est-ce bien sûr ?

Des signes certains, indiscutables, nous permettent de penser le contraire.

En décembre 1922, la livre anglaise était aux environs de 63 francs et le dollar aux environs de 13 fr 50.

La livre dépasse 88 francs et le dollar 20 francs, et l'on pressent une nouvelle baisse de notre malheureux franc qui entraîne comme une ombre, dans sa chute, le franc belge

Et, comme conséquence inéluctable, les conditions de vie deviennent toujours plus difficiles.

L'indice des prix est passé de 280 à 380 et, dans toutes les branches du commerce, de nouvelles hausses sont prévues.

Les refus obstinés apportés, par le Gouvernement et la majorité, aux légitimes revendications des fonctionnaires n'effaceront point ces constatations avouées par les statistiques officielles elles-mêmes.

Mais constater ne suffit point.

Il convient de rechercher les origines d'un désarroi économique sans cesse grandissant

Les causes sont faciles à déterminer. Je ne pense pas que les gens sérieux admettront, comme certains journaux du haut patronat osent l'affirmer, que les manifestations des agents de l'Etat, et notamment celle des agents de police, ont provoqué les derniers fléchissements de notre franc.

La situation extérieure domine les problèmes de l'heure : la stabilisation des changes ne sera retrouvée que dans une Europe pacifiée

« La fermeté de notre Gouvernement » n'a été capable, jusqu'ici, que d'accroître le déficit.

En 1919, l'Allemagne offrait cent milliards de marks-or que l'on refusait « dans un but électoral », suivant l'aveu apporté à la tribune du Parlement par l'ancien ministre M. Klotz.

Aujourd'hui M Poincaré, désabusé de sa propre politique, se hâterait d'accepter vingt-six milliards de marks-or.

Après une année d'expérience, il ne peut plus se tromper sur l'efficacité de moyens qui nous auront coûté près d'un demi-milliard de francs, tandis que nos alliés se seront partagé cinq cents millions de marks-or, c'est-à-dire près de deux milliards et demi de francs.

Il n'est point d'éloquence académique qui puisse prévaloir contre l'éloquence des chiffres — et ceux du bilan de 1923 sont attristants, bien attristants.

Mais il ne suffit point de pleurer sur l'an mauvais qui déjà s'enfuit Il faut se hâter de vouloir que l'An nouveau soit le prélude de temps meilleurs où la paix régnera et d'où la vie chère sera bannie.

P. DELCOURT,
Conseiller général du Nord.

CONSEIL A L'ELYSÉE

LA NOMINATION DU SUCCESSEUR DU GENERAL BUAT

Paris, 8. — Les ministres se sont réunis mardi matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Millerand.

Sur la proposition de M. Maginot, ministre de la guerre, le général de division Debeney, membre du conseil supérieur de la guerre, commandant de l'école de guerre et directeur du centre des hautes études militaires, est nommé chef d'état-major général de l'armée au ministère de la guerre, en remplacement du général de division Buat, décédé.

POUR LES FEMMES EN COUCHES

Après avoir décidé diverses nominations dans l'Etat-Major de l'armée et de la marine, le Conseil des Ministres a autorisé M. Strauss, ministre de l'hygiène et de la prévoyance sociales, à déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à organiser, en la rattachant aux dépenses de l'assistance médicale gratuite, l'hospitalisation aux mères soit avant, soit après leurs couches.

L'EX-TSAR FERDINAND RENTRÉ A SOFIA

Paris, 8. — On annonce que l'ex-tsar Ferdinand serait rentré à Sofia où il aurait été reçu avec les honneurs royaux.

Au quai d'Orsay, on n'avait cette nuit reçu aucune nouvelle sur ce prétendu retour de l'ancien tsar de Bulgarie dans son ex-capitale.

Ce n'est pas la première fois que cette nouvelle est lancée dans le public et divers bruits ont couru ces jours derniers au sujet soit de la proclamation du prince Cyril comme tsar des Bulgares, soit d'une demande formulée par l'ex-tsar Ferdinand tendant à être autorisé à rentrer en Bulgarie, demande du reste que le gouvernement de M Tsankof aurait repoussée

Toutes ces nouvelles avaient été démenties de source officielle bulgare. Il faut donc en conclure que les informations publiées hier méritent toutes réserves, en attendant confirmation.

Le Bloc contre la Vie Chère

LA DÉTRESSE DES MÉNAGÈRES

Ce n'est qu'au prix des plus grandes difficultés et de restrictions toujours plus fortes, qu'elles :: :: :: arrivent à "boucler" leur budget :: :: ::

S'il est un problème qui retient actuellement l'attention du public, c'est bien celui de la vie chère. Parlez du prix du beurre, de la hausse possible de la viande, du régime futur des loyers, vous serez écoutés, vous intéresserez, vous passionnerez tout le monde.

Voulez-vous connaître l'opinion des ménagères sur la plus grave question de l'heure. Parcourez les débits, les magasins et surtout les marchés, principaux centres d'approvisionnement des agglomérations importantes. Là, vous rencontrerez les femmes de l'ouvrier, du petit fonctionnaire, du petit rentier, toutes les mères de famille qui ont le plus à souffrir des difficultés actuelles de la vie. Interrogez-les. Vous ne tarderez pas à être édifiés sur la répercussion dans les ménages de la crise du coût de la vie. En phrases simples, dépourvues de toute rhétorique, on vous répondra en vous apportant des chiffres indiscutables. La réalité, la triste réalité ne tardera pas à vous être dévoilée.

Pour notre part, nous nous sommes livrés à l'expérience. Nous sommes édifiés. Ce n'est qu'au prix des plus grandes difficultés et de restrictions toujours plus fortes, que la plupart des ménagères du peuple arrivent maintenant à équilibrer leur budget familial.

En veut-on la preuve ? Les chiffres vont parler.

MÉNAGÈRES DISCUTANT LES PRIX AU MARCHÉ

Au Marché de Wazemmes !

De tous les marchés de Lille, le marché de Wazemmes est certes le plus démocratique. C'est aussi sans contredit le marché le plus fréquenté, et celui jouissant, pour la modération de ses cours, de la plus grande popularité.

Derrière la silhouette trapue et noire des halles, un village de baraques, d'étaux, de tentes multicolores, de tréteaux, se dresse trois et quatre fois par semaine. Un fourmillement noir, entre les boutiques, ondoie, grouille dans la rumeur de la foule affairée.

Nous avons parcouru les allées, relevé des prix, interrogé les ménagères !... Voici quelques constatations que nous avons faites au hasard.

Le beurre, vendu en mars dernier à la fin de l'hiver de 16 à 17 fr. le kilo, vaut maintenant de 17 à 20 fr. ; le sucre, coté 3 fr. 50 l'an dernier à pareille époque se vend aujourd'hui 4 fr. le kilo. Le café a subi dans le détail une hausse considérable. Vendu encore de 9 à 10 fr. le kilo en mars 1923, il côte maintenant de 12 à 15 fr.

Il en est de même des **pommes de terre**, qui vendues l'an dernier 0 fr. 25 le kilo, sont passées à 0 fr. 45. Les œufs, dans la période correspondante, ont passé de 0 fr. 75 à 0 fr. 80, à 0 fr. 90 et 1 fr. pièce. Jamais, ce prix de 16 fr. le quarteron n'avait été atteint. Pourquoi cette hausse ? L'œuf est une denrée saisonnière, vous répond-on. Tous les ans, en hiver, la hausse se produit. Si ce fait n'est pas contestable, comment expliquer que les prix cette année sont supérieurs à ceux de l'an dernier et beaucoup plus élevés que ceux des années précédentes.

Hausse partout !

Nous ne parlerons pas de la **viande**, dont les prix restent stationnaires aux cours les plus élevés qu'elle ait atteints, ni du **pain**, dont les hausses successives survenues dernièrement sont connues de tous. Il est cependant bien des denrées encore, de toute première nécessité, qui grèvent considérablement les budgets de plus en plus à l'épreuve.

Le camembert, vendu de 1,15 à 2,25 la boîte, en mars 1923, vaut maintenant couramment de 3 fr. à 3 fr. 25 à qualité correspondante ; le **Roquefort** est passé de 2 fr. à 2 fr. 25 le quart ; le **Gruyère**, le **Hollande**, de 8 fr. à 10 fr 50 le kilo. Les **pommes**, de qualité plus que secondaire, se vendent de 1 fr 50 à 2 fr. 25 le kilo. L'an dernier, on en trouvait de toute première qualité à 1 fr. et 1 fr. 25. La récolte a été déficitaire, c'est vrai. Il n'en reste pas moins établi qu'une hausse énorme s'est produite, qui frappe maintenant le consommateur.

Même chose pour les **légumes**, denrées saisonnières, eux aussi Les **oignons** sont vendus aujourd'hui 1 fr. 25 le kilo ; les **choux-fleurs**, 2 fr., 2 fr. 25 et 2 fr. 50 pièce suivant les qualités ; les **choux de Bruxelles** 1 fr. 50 la livre ; les **carottes**, 0,75 le kilo ; les **chicorées**, 2 fr. la livre... Nous arrêtons là une nomenclature qui paraîtrait fastidieuse, mais qui montre suffisamment la hausse survenue depuis l'an dernier.

Demandez à la ménagère combien elle paie son lait ? L'an dernier, elle le trouvait à 1 fr. 30 le litre. Au détail le **charbon** était vendu 7 fr. et 7 fr. 25 les 50 kilos, en mars dernier. Il vaut maintenant 8 francs Les **liqueurs** suivent la courbe ascendante elles aussi. Tout dernièrement, elles subissaient notamment : les **rhums** une hausse de 2 fr. au litre. Ces constatations faites à Lille, dans les quartiers populaires réputés « bon marché » ne s'appliquent pas qu'à la capitale des Flandres. De Dunkerque à Saint-Quentin, d'Arras à Valenciennes, partout encore à 0 fr 90 et 1 fr. le litre. Aujourd'hui, le **lait non écrémé** vaut couramment, 1 fr 25 où notre profession nomade nous a appelé, nous avons recueilli ces temps derniers les mêmes plaintes, les mêmes récriminations.

La vie de plus en plus dure !

Incontestablement, la vie devient de plus en plus dure. La hausse ne se manifeste pas que sur les quelques denrées ci-dessus énumérées. Elle est générale.

Les ménagères que nous avons interrogées nous ont unanimement répondu : « La vie n'est pas tenable. Les salaires, les ressources, ne suffisent plus. C'est avec anxiété que nous attendons la fin de la semaine, le terme mensuel, ne sachant plus comment faire pour éviter les dettes si redoutées ».

Ce n'est pas seulement le sou d'augmentation au kilo de pain, qui grève en effet le budget familial. Ce sont les 5 fr. supplémentaires perçus sur la paire de bottines, à qualité égale, les 3 fr. de hausse appliqués au tablier, au chapeau, à la casquette, à l'ustensile de ménage, aux mille objets nécessaires à l'entretien de la maison. Ce sont la majoration des loyers, les impôts sur les salaires, qui s'ajoutent aux dépenses courantes, et creusent dans les budgets, à la fin de la semaine, du mois des lacunes impressionnantes.

Certes, la ménagère se préoccupe peu des causes déterminantes du désordre économique actuel.

Spéculation sur les changes, dévalorisation de la devise nationale, importations, exportations, tarifs douaniers majorés, production, sont pour elle des termes étrangers, incompris, qui la laissent indifférente.

Ce qu'elle constate cependant, c'est la difficulté avec laquelle elle boucle son budget, ce qu'elle déplore, ce sont les restrictions toujours plus grandes qu'elle doit s'imposer pour, selon l'expression populaire, « arriver péniblement à joindre les deux bouts ». Sa détresse n'en est pas moins grande. Ses difficultés n'en sont pas amoindries !...

Aussi, n'est-ce pas sans empressement qu'elle s'associe moralement à toutes les initiatives tendant à l'amélioration de son triste sort !

Une seule préoccupation obsède actuellement tous les esprits. C'est celle de la vie chère. Tous les efforts, toutes les énergies, toutes les intelligences doivent s'unir pour en rechercher les causes et s'efforcer d'y remédier.

Marcel POLVENT.

LA GRANDE RÉUNION DE LA PETITE ENTENTE

Londres, 8. — Le rédacteur diplomatique de la « Wesminster Gazette » dit que la réunion des nommes d'Etat de la Petite Entente qui doit se tenir demain à Bélgrade est d'une importance considérable, vu le récent accord entre la France et la Tchéco-Slovaquie. Un des sujets de discussion sera l'attitude que doit adopter la Petite Entente envers la Russie, vu le mouvement des autres pays de reconnaître le gouvernement des Soviets. Il reste aussi à voir si l'on tentera de rapprocher de la Petite Entente la Pologne qui a plutôt les yeux tournés vers les Etats de la Baltique.

D'aurte part, le « Morning Post » publie :

Nous n'avons pas le moindre doute, que les Tchèques seraient enchantés d'arriver avec la Grande Bretagne à un accord semblable à celui conclu avec la France et que la France, loin de s'y opposer, donnerait sa cordiale approbation.

LIRE EN TROISIEME PAGE

"Le Réveil Mutualiste"

UN ASPECT VÉNITIEN DE PARIS

(Photo Branger)

L'inondation de certains quartiers et de la banlieue de Paris donne à certains endroits des aspects parfois désolants, parfois pittoresques. Voici l'aspect vénitien d'une rue proche d'une gare. Les voyageurs doivent s'embarquer pour aller prendre le train.

LA DÉBACLE DU FRANC

M. de Lasteyrie a commencé sa campagne contre l'avilissement du franc, qui était hier plus bas que jamais : 88,05 pour la livre sterling ; 20,555 pour le dollar

A grand renfort de publicité, on a annoncé ces jours derniers, que devant la chute de plus en plus inquiétante du franc français. M. de Lasteyrie allait ouvrir une enquête sévère contre la spéculation financière. Cette campagne est déjà commencée, le ministre, on le lira plus loin, a déjà dénoncé les manœuvres de l'Allemagne à ce sujet, et il a indiqué les moyens de défense du franc que l'on doit, selon lui, employer.

Est-ce simple coïncidence ? Du moment même où la lutte est engagée, notre unité monétaire qui semblait ces derniers jours, se raffermir, sur les marchés financiers, vient de battre le record de la baisse ; il faut, en effet, actuellement 88 fr. 05 pour obtenir une livre sterling (25 fr. avant la guerre) et 20.555 pour un dollar (environ cinq francs avant la guerre).

M. de Lasteyrie est parti en guerre pour relever notre franc ; souhaitons qu'il revienne victorieux ; en attendant, il faut constater que ce début des « hostilités » n'est guère encourageant.

Ce que dit le Ministre

Paris, 8. — Au début du conseil des ministres de ce matin, M. de Lasteyrie, ministre des finances, a entretenu le conseil de la situation du marché des changes et des mesures envisagées à cette occasion.

A l'issue du conseil, M. de Lasteyrie, ministre des finances, a fait à la presse les déclarations suivantes :

J'ai recherché les causes de la brusque tension des changes et les mesures propres à y remédier La dépréciation actuelle du franc n'est justifiée par aucune raison plausible d'ordre extérieu. ou intérieur. Aucun fait nouveau, au cours de ces dernières semaines, ne justifie la vague de pessimisme qui a atteint notre franc.

Parmi les causes de sa dépréciation, on a notamment indiqué l'importance anormale des règlements de fin d'année : mais si nos achats à l'étranger ont été importants, nos exportations ont également augmenté. On a parlé aussi de l'impression défavorable produite par le dernier bilan de la Banque de France, dans lequel la circulation fiduciaire est en augmentation de 1.200 millions, c'est-à-dire une augmentation normale qui se répète tous les ans, en fin d'année, et qui se résorbe dans le courant de janvier.

En tous cas, elle n'est pas imputable au Trésor, qui a diminué de deux cents millions ses propres avances. La véritable cause, c'est que, depuis la guerre, des quantités considérables de francs sont entre les mains d'étrangers. Ces avoirs en francs nous ont rendu de grands services ; malheureusement, ils sont essentiellement, mobiles et nous n'avons sur eux aucune action directe. C'est ainsi que la baisse de la livre sterling a provoqué des achats de dollars qui ont entraîné des ventes de francs.

UNE ARME POUR LES ETRANGERS, LES ALLEMANDS PRINCIPALEMENT

Ces francs constituaient aux mains d'étrangers une arme qu'ils peuvent utiliser pour avilir les cours. Les Allemands sont passés maîtres dans ce genre d'opérations. Afin d'essayer de peser sur la politique extérieure de la France, de tenter d'amener le gouvernement de M. Poincaré à renoncer à son action dans la Ruhr, la propagande allemande proclame partout que notre pays va à la faillite et que la chute du mark va entraîner celle du franc.

Voulez-vous un exemple des manœuvres allemandes ? Le 6 novembre, à Francfort, s'est tenue une réunion des représentants des banques des régions allemandes occupées. Ils ont donné pour instruction d'entreprendre, par tous les moyens, une campagne contre le franc, notamment en jetant des francs sur le marché pour les convertir en dollars. En France même, nous avons subi le contre-coup de cette campagne. Des circulaires, qui sont actuellement déférées aux parquets, ont été saisies : elles recommandent la vente de la rente française en vue d'acheter des valeurs internationales, de se défaire de ses obligations, en échange de livres ou de dollars.

L'ensemble du pays, avec son habituel bon sens, a eu raison de ces manœuvres, mais elles ont eu leur répercussion sur le marché des changes.

CE QU'IL FAUT FAIRE

En face de cette situation, quelles mesures le gouvernement envisage-t-il pour y remédier ?

1. Il faut mettre fin, tout d'abord, aux manœuvres intolérables qui préconisent la vente de nos fonds publics, qui cherchent à miner le credit de l'Etat. D'accord avec le garde des sceaux, il demandera au Parlement de renforcer les lois existantes :

2. Il est nécessaire aussi de prendre des mesures en vue d'assurer la sincérité des cours des changes cotés à la Bourse. L'établissement du cours moyen donne lieu à de nombreux abus : on l'a vu établir, dans bien des cas, au-dessus de la parité des cours étrangers. Le syndic des agents de change, d'accord avec moi, se préoccupe de renforcer les méthodes actuelles de cotation.

TOUT UN MONDE SUSPECT

3. Il faut procéder à une épuration de ce personnel si mélangé et parfois si suspect qui gravite à l'entour du marché des changes. Le ministre de l'intérieur va prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des étrangers viennent jusque dans l'enceinte même de la Bourse se faire les propagateurs des fausses nouvelles. De même, une surveillance rigoureuse devra s'exercer sur les communications téléphoniques avec l'étranger. A certaines heures, en effet, elles sont complètement monopolisées par certaines agences financières, bien ouvert étrangères.

J'ai l'intention, d'autre part, dans la limite de la législation existante, de renforcer le contrôle actuellement exercé sur les opérations de change, sur la tenue des répertoires, etc...

Enfin, un dernier point me préoccupe : profitant des taux relativement bas de l'escompte, quelques exportateurs ne rapatrient pas la totalité de leurs devises étrangères et se font ouvrir des crédits en francs Cette pratique est inadmissible et je suis décidé à la combattre, d'accord avec nos différentes organisations financières. Ces diverses mesures, d'autres encore sur lesquelles je ne puis m'expliquer maintenant, exerceront, j'en suis convaincu, une influence heureuse sur le marché des changes Mais il ne faut pas se dissimuler qu'elles seront impuissantes à assurer à elles seules le redressement de notre devise.

LA GRANDE COUPABLE : L'ALLEMAGNE QUI NE PAIE PAS

Celui-ci dépend, en effet, de toute une série de considérations d'ordre économique et politique qui exercent sur les changes une action prédominante En réalité, ce qui pèse sur notre situation financière, c'est le problème des réparations et lui seul, c'est l'inexécution par l'Allemagne de ses engagements, qui nous a obligés à recourir à l'emprunt pour combler le déficit du budget des dépenses recouvrables. En défendant les droits de la France, c'est le franc lui-même que défend M. Poincaré.

Le ministre nous invite à garder notre sang-froid, cela après avoir rappelé les diverses fluctuations du cours du franc ces dernières années : en 1920, notamment, en trois mois, la livre a monté de 40 francs à 67 francs. En quelques semaines, du 12 avril au 30 juin, elle est tombée de 67 à 46 francs.

Et M. de Lasteyrie termine en exprimant sa confiance dans l'issue de la lutte entreprise.

On reparle de campagne alarmiste, défaitiste

UN SUJET HOLLANDAIS VIENT D'ETRE EXPULSÉ

Paris, 8. — Le ministre de l'intérieur vient de signer un arrêté d'expulsion contre M. Duyzen, sujet hollandais, qui a tenu des propos alarmistes sur la baisse du franc. M. Duyzen est le représentant d'une banque étrangère à Paris.

L'escroquerie à la vente des fonds de commerce

300.000 FRANCS DETOURNÉS

Paris, 8. — On a procédé ce matin à une perquisition dans les bureaux d'un office de banque et de vente de fonds de commerce situé rue de Bellechasse. Les plaignants déclarent que le directeur de cet office se livrait à la vente successive du même fonds de commerce, fond qui avait déjà passé dans plusieurs mains. Le montant des détournements s'élèverait à 300.000 fr.

Au cours de sa perquisition, M. Aveline a saisi de nombreux papiers qui vont être remis entre les mains du juge d'instruction. On déclare que le père du directeur de cet office, banquier à Strasbourg, aurait l'intention de désintéresser les plaignants.

NOTRE CONCOURS DES CELÉBRITÉS

Suite de la liste des gagnants

Le 750e au 800e prix sont attribués à des gagnants ayant désigné les neuf noms de la liste-type dans un ordre plus ou moins exact.

Du 750e au 758e Prix. — UN REVEIL-MATIN, cadran lumineux, marque « Jaz ».

M. MERITEL Auguste, 15, place du Barlet, DOUAI.

Mme WALLARD Jeanne, ménagère, Grande Place, BEUVRY-LEZ-BETHUNE

Mlle WEMEL Amérine, 3, rue de Strasbourg TOURCOING.

M. LAZOORE Valène, 3, rue de Strasbourg, TOURCOING

Mlle DEROUBAIX Marie, 40, rue de la Croix Rouge, TOURCOING

Mlle VAAST Blanche, Grande-Place, BEUVRY-LEZ-BETHUNE

Mlle DUTHOIT Fernande, 212, rue de Fleurus, TOURCOING

Mlle DROULEZ Léonie, rue de la Perche, impasse du Midi, 12, ROUBAIX.

M DUTHOIT Camille, 212, rue de Fleurus, TOURCOING.

Du 759e au 764e Prix. — UN LOT DE TROIS CHEMISES pour dames.

M. RICHELING Jean, 12, rue d'Alexandrie, TOURCOING.

Mlle DERAEDT Lucie, 2, cité Blanche, BETHUNE.

M. DUFOURMONT Achille, 1, rue Rouget-de-l'Isle prolongée, TOURCOING.

M. URLICIE Paul, 86, rue de Calais, TOURCOING.

Mme DESSAUVAGES Philomène, 66, rue du Touquet, TOURCOING

Mlle POULAIN Berthe, 224, rue de l'Alma, cour Dekoke. ROUBAIX.

765e Prix. — UN SERVICE A THE.

Mlle VAN HOORNE Maria, 227, rue Saint-Pétersbourg. TOURCOING

766e et 767e Prix. — UN FILTRE métal blanc, argenté, avec verre cristal Baccarat.

Mlle CALLEBERT Lucienne, 4, rue Crespel, Tilley.

M. FOUQUART Florent père, 11, rue du Verdun, MOUVAUX.

768e au 800e Prix. — UNE MONTRE nickel homme.

M. GODART Alphonse, cité 6, rue U, 87, à CALONNE-RICOUART

M. DALLENNE Joseph, zingueur, Gerguelles, LIBERCOURT

Mme Vve KERRINCK Angèle, 430, chemin du Bizet, ARMENTIERES.

Mlle SOUFFLET Henriette, 1, rue Moderne, cité de l'Abattoir, LIEVIN.

M WALLES Aimé, 432, cité du Maroc, GRENAY.

Mlle BOURGEOIS Valentine, dactylo, 18, rue Mahieu, LILLE.

M DELPLANQUE Alfred, maçon, route Nationale, RACHES.

M LOUAGE Maurice, dessinateur, 78, rue de Turenne, LA MADELEINE

M. VANACKER Julien, ébéniste, rue Saint-Charles, cour Choquel, 11, LA MADELEINE.

Mlle Raymonde WUILLAI, 256, rue de la Blanderie, MARCQ-EN-BAROEUL.

M CABY Emile, teinturier, 64, rue Léon-Gambetta, HAUBOURDIN

Mme DUPONT Angèle, ménagère, 74, rue Fontaine, LA MADELEINE.

M. MATEENE Charles, contremaître, rue de l'Abreuvoir, 23 à Hautmont

Mme DUQUESNOY Rogé, ménagère, rue du Riez, LABUISSIERE

M. BELOT Marcel, écolier, 3, rue d'Alsace, CAUDRY

Mme RIGAL Berthe, ménagère, Grand Souchez, 75 à FOUQUIERES-LEZ-LENS.

M BRUNEL Camille, menuisier, route Nationale, à BURBURE.

M. CHRETIEN Alfred, employé, r. Antoine-Dilly, à LIEVIN.

M. LACOTTE Henri, employé, 21, rue Fadherbe, LA MADELEINE

Mme TILLOY Aglaé, journalière, à BULLY-LES-MINES

Mme MASSIN Joséphine, ménagère, Pavillon 26, n. 5, à MONTIGNY-EN-GOHELLE.

M LEPERLE Jean, imprimeur, 21, rue de l'Alcazar, FIVES-LILLE

M. DUBOIS Désiré, teneur de livres, rue Jean Jaurès, à AUCHEL

M. HOLZWARTH Léon, représentant, rue Jeanne d'Arc, 14, à MOUVAUX.

Mme DUBALLE Marguerite, ménagère, fosse n. 10, HERSIN-COUPIGNY.

M. RIGAUT Jules, chef de brigade au chemin de fer du Nord, rue Ferrer, 35, à HELLEMMES.

M. DAGBERT César, maçon, rue Fouquières, à VERQUIN.

M. MOTTE Paul, traceur, rue Jules-Guesde, 53, HELLEMMES.

M. THIEBAUT Robert, ébéniste, rue de Mouvaux, cour Frère, 13, ROUBAIX.

M. DURIEZ Albert mécanicien, rue des Fleurs, à ROUBAIX.

M. DELECOURT Edouard, imprimeur, rue Surmont, 29, SAINT-ANDRE.

M. BOTTE Jules, ajusteur, cité des Genettes, 11, à LIEVIN.

Mme LEPERLE Georges, ménagère, 25 bis, rue de la Justice, LILLE.

(*A suivre*).

♣ ♣

La distribution des Prix

Les prix et récompenses seront adressés gratuitement aux gagnants qui nous en feront la demande.

Les gagnants pourront, s'ils le préfèrent, retirer leurs prix ou récompenses en nos bureaux, 186 bis, rue de Paris, à Lille, de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures, contre présentation de pièces d'identité.

NOYÉ EN VOULANT SAUVER UNE FEMME

Menton, 8. — Mme Johanna Bosson Vriesendorp, rentière, née à Dordrecht, qui se promenait lundi matin au bord de la mer, à la frontière italienne, près de Menton, tomba soudain à l'eau. Le caporal italien Barat, se porta à son secours, mais la mer étant très agitée, ils furent tous deux emportés par une vague et se noyèrent. La mer a rejeté le cadavre de Mme Vriesendorp.